

## Tunisie : Le Chef de gouvernement, Mehdi Jomââ, annonce la catastrophe avec le sourire !

13 mars 2014



Mustapha STAMBOULI

Le système politique post 14 janvier 2011 a échoué définitivement. Il faudra aller rapidement vers d'autres modes de gouvernance, car le centralisme nous amènera forcément vers le chaos et la destruction de l'Etat. Nous devons aller tout de suite vers des élections locales pour désigner des exécutifs municipaux avec un transfert maximal de compétences. Retarder ce choix stratégique, c'est trahir la Nation et la République.

Voir Jomââ dans sa médiocre prestation télévisée du 3 mars dernier en présence de deux journalistes acquis à la cause cherchant à aider le nouvel apprenti prouve que ce gouvernement n'est qu'un panel imposé par les institutions internationales pour regarder de très près la situation réelle de nos finances publiques et de notre économie. En effet, MEJO a joué son rôle de Chef de mission pour établir un état des lieux de la situation du Projet-Tunisie post 14 janvier 2011. Comme tous les consultants « opportunistes », il a tenu à éviter toute critique envers les gouvernements précédents, il a osé même faire l'éloge de la saine gestion de ZABA ! Il a passé en revue tous les problèmes sans aller dans l'essentiel et ses réponses étaient superficielles et évasives sauf pour le dossier brûlant du budget de l'Etat. Même pour cette question, il n'a pas apporté du nouveau car nous savons depuis plusieurs mois que le déficit projeté dépasserait les 10 Milliards de dinars. Lui, il a donné le chiffre 12 milliards de dinars alors que son ministre de finances et l'économie parle de 13 Milliards. MEJO voulait-il éviter de prononcer le chiffre satanique 13. Voulait-il éluder ce chiffre comme le font souvent les américains ?

Avec cette ampleur du déficit, la Tunisie a franchi la ligne rouge en matière d'endettement extérieur de l'Etat : (i) pour fin 2013, la dette s'élevait déjà à 40 milliards de dinars, soit 51.1% du PIB dépassant le seuil considéré comme limite (50%), (ii) cette même dette nette représente 150% de nos exportations alors que le ratio limite est fixé par les spécialistes à 105%. Pour 2014, nous franchissons l'infranchissable, le seuil de 50 Milliards de dollars et un endettement de 55 % du PIB.

Alors pourquoi la BCT et le gouvernement actuel continuent-ils à endetter le pays sachant que ces fonds ne participent nullement à créer une réelle croissance. En réalité les dettes contractées sont justement pour rembourser la dette du régime de ZABA et les désastres des gouvernements précédents post Janvier 2011. Le coût de la dette est devenu prohibitif dépassant la capacité de remboursement de notre pays. La dette se transforme de facto en frein à la croissance. Nous assisterons dans prochaines années à un effet dépressif de l'endettement sur la croissance dû essentiellement au fardeau de la dette et sa mauvaise utilisation.

Comment peut-on réaliser des élections alors que les finances publiques sont au rouge avec un tel déficit horrible ? La Tunisie se trouve actuellement dans une situation critique voire dramatique car nous empruntons de l'argent pour le fonctionnement de l'Etat comme toutes les républiques bananières. Qui sont les responsables de cette situation chaotique ? ZABA n'empruntait que 1,8 Milliards de dinars, MEJO sera obligé de quémander 13 Milliards de dinars, c'est plus qu'une catastrophe...

La Cours des comptes doit intervenir rapidement pour nous expliquer comment les trois gouvernements post Janvier 2011 ont-ils gaspillé les 25 milliards de dinars empruntés en devises, soit l'équivalent du budget de l'Etat.

Comment les trois gouvernements ont laissé glisser le déficit de Caisse de compensation de 270% en trois ans. Les tunisiens et tunisiennes n'ont pas consommé plus car leur pouvoir d'achat n'a pas augmenté. Nous posons la question suivante : où sont passés ces matières subventionnées ? La mafia serait-elle à l'origine d'une exportation illicite de ces dernières ?

La Banque Centrale est-elle au courant de la situation réelle du budget de l'Etat 2014 ? Dans l'affirmative, Chadly Ayari devra démissionner. Dans le cas contraire, la BCT devra revoir sa stratégie du dinar fort.

MEJO s'est montré incapable d'imaginer des solutions alternatives : pour lui, il faut chercher de l'argent pour combler le trou budgétaire et privatiser les entreprises publiques au profit du capital étranger, golfique en particulier. Non, MEJO n'est pas l'homme de la situation car il est sans idée ni volonté pour corriger les distorsions d'un quart de siècle. La situation actuelle exige une compétence plus rodée sur le plan politique, non partisane et surtout capable de mettre en place une politique de reformes structurelles avec le maximum de transparence et d'équité.

Il faut aller rapidement vers une solution radicale : (i) réduire les salaires des fonctionnaires et assimilés de 25% (ii) supprimer tous les avantages accordés aux hauts fonctionnaires (voitures de fonctions, bons d'essence, tél, voyages à l'étranger, etc...), (iii) réduire de 80% le budget de la présidence, (iii) mettre fin à la mission de l'ANC, (iv) réduire de moitié le budget de la caisse de compensation, (v) suspendre le remboursement de la dette extérieure. Ainsi, nous pouvons équilibrer le budget de l'Etat sans avoir besoin d'emprunter. Ça passe ou ça casse !

Le système politique post 14 janvier 2011 a échoué définitivement. Il faudra aller rapidement vers d'autres modes de gouvernance, car le centralisme nous amènera forcément vers le chaos et la destruction de l'Etat. Nous devons aller tout de suite vers des élections locales pour désigner des exécutifs municipaux avec un transfert maximal de compétences. Retarder ce choix stratégique, c'est trahir la Nation et la République.

La priorité des priorités est d'installer rapidement un président disposant de ses facultés mentales avant de songer aux reformes structurelles. L'ANC doit sauter dans la foulée si on veut régler la crise tunisienne. La situation dramatique dans laquelle vit la Tunisie exige la tenue d'une conférence nationale souveraine pouvant prendre la relève sur l'ANC afin de superviser les actions de l'exécutif et faire barrage à la mainmise étrangère sur notre pays.

Rien n'indique que l'actuel gouvernement serait capable de trouver des solutions viables pouvant assainir la situation sécuritaire et économique du pays. Jomaa et son équipe ne font que poursuivre la tendance tracée par les islamistes dans tous les domaines : persister dans déficit budgétaire, ne pas inquiéter les terroristes, enfants du gourou et surtout phagocyter l'école républicaine. En effet les déclarations du ministre de l'éducation nous confirment cette orientation. Comment peut-on accepter ce déficit ? MEJO aurait dû profiter de cette apparition à la Télé pour réparer ce qu'a démolie ce ministre provocateur.

En tout cas, ce gouvernement n'a aucune chance, dans sa composition actuelle, de durer dans le temps car il faudra injecter d'autres compétences confirmées, courageuses et surtout républicaines. La situation est grave et délicate exige des actes forts pour corriger les erreurs graves commises par les précédents gouvernements et mettre la Tunisie sur le chemin de la croissance et le développement équitable, mission difficile mais nullement impossible.

**Mustapha STAMBOULI**

»» <http://mustapha-stambouli.blogspot.com/2014/03/mejo-annonce-la-catastr...>